

# Consolider les idées de

**L**a situation de rentrée confirme l'approfondissement de la crise, dans un pays au bord d'une récession dont témoigne le recul de croissance (-0.3%) enregistré au second trimestre. L'évolution du chômage presque exclusivement à la hausse, mois après mois, accroît ses ravages. Plans de licenciements et fermetures d'entreprises déstructurent l'économie. La France devrait achever cette « année Métaeurop » avec un chômage à 10 % ; 150.000 demandeurs d'emploi supplémentaires, et des dizaines de milliers d'emplois en moins.

Cela se traduira par une inégalité plus forte des femmes et des hommes devant l'emploi, des chômeurs longue durée soumis à des situations plus intolérables, une insertion des jeunes plus aléatoire, tandis que la réforme de l'Unedic pénalise des centaines de milliers d'allocataires.

La politique d'allègement des charges sociales patronales poursuivie par le gouvernement (plus de 20 milliards d'euros en 2002), accélère cette dégradation qui confirme l'inaptitude de telles orientations à créer de l'emploi durable.

En cause également, les mesures d'austérité (hausses de tarifs ; baisse d'un quart du Livret A ; frais de rentrée scolaire), d'un couple Chirac-Raffarin centré sur la feuille de route du MEDEF, ainsi qu'en a témoigné l'université d'été du patronat, et que le confirme l'Agenda 2006 de Raffarin.

L'absence de revalorisation du pouvoir d'achat, l'insuffisance des salaires freinent la consommation des ménages, principal soutien de l'activité.

Le contexte européen pèse lourd. Comme ses principaux partenaires la France subit le Pacte de stabilité, et nombre de questions liées à l'élargissement, positif, de l'Union européenne, demeurent sans réponse. De même pèsent lourdement : la concurrence Europe-USA pour attirer des capitaux et conquérir des marchés ; les négociations secrètes de l'OMC et la mondialisation ultralibérale des marchés.

Il y a 10 ans, les accords de Marrakech, fondateurs de l'OMC promettaient : « (...) le relèvement des niveaux de vie, la réalisation du plein emploi, et un

niveau élevé et toujours croissant du revenu réel et de la demande effective. »

Après l'échec de Cancún, on est loin de ces perspectives.

D'où l'importance de redire nos priorités : augmenter l'aide des pays riches, favoriser l'annulation de la dette, abaisser les tarifs douaniers, ouvrir un réel accès aux médicaments génériques, favoriser l'insertion du Sud dans les échanges mondiaux par l'essor de l'emploi sur ses territoires.

Autant d'exigences, à l'échelle mondiale, en contradiction avec l'enlisement américain dans le bourbier de l'Irak où Bush après l'avoir méprisée, appelle l'ONU à la rescousse pour régler la facture ; et avec la politique du pire poursuivie au Proche-Orient par Israël, ce qui nécessite de nouvelles initiatives, en particulier de l'Europe, en faveur de la paix.

Plus près de nous cependant, pour en revenir à la rentrée, les prévisions de croissance, fixées à 2,5 % du PIB puis 1,3 % au moment de la Loi de Finances 2003, ont explosé sous l'effet d'une économie au point mort. La Caisse des Dépôts estime désormais, que la croissance ne devrait pas dépasser 0,2 %.

Or la politique économique de l'Etat n'est pas de nature à modifier la donne, et ne constitue plus qu'une aide aux profits, dont témoignent les bénéfices semestriels des établissements de capitalisation boursière : 902 millions d'euros pour BNP Paribas et 695 millions pour la Société générale.

En annonçant des déficits publics à 4 % en 2003, le gouvernement plombe l'économie nationale avec le plus fort dérapage de tous les pays de l'Union. Sortir des critères du Pacte de stabilité ne constitue pourtant pas le fond de la démarche gouvernementale, puisque la droite conserve intacte sa volonté de conforter, avec le Budget 2004, les logiques capitalistes rendues prioritaires au lendemain d'Avril 2002.

Ce ne sera pas simple devant l'insuffisance des recettes fiscales, l'urgence des attentes sociales, la force des pressions européennes, et le jeu entre elles, de ces exigences contradictoires.

Quels choix résulteront du débat budgétaire de l'automne 2003 ? Chirac qui promet « de l'oxygène » à l'économie avec « la baisse des charges et des

# transformation sociale

impôts », n'ignore rien de l'incapacité d'une telle politique à finaliser cet objectif.

La baisse de 3% de l'Impôt sur le revenu (1,8 milliard d'euros), destinée à porter à 10 % la baisse globale en trois ans, est une hérésie. Car les allègements déjà consentis s'élèvent à 7 milliards d'euros dont l'essentiel a rejoint l'épargne des ménages aisés. Ces pertes de recettes fiscales, ajoutées aux moins-values résultant de l'atonie de la croissance, pèsent sur la gestion de la dette publique. Or les 38 milliards d'intérêts versés aux banques en 2003, représentent déjà autant de moyens en moins pour les dépenses sociales de budgets ministériels soumis de nouveau, au laminoir.

*« Sortir des critères du Pacte de stabilité ne constitue pourtant pas le fond de la démarche gouvernementale. »*

Sans effet avéré sur la consommation ni sur l'investissement productif, allègements d'impôts et exonérations de charges creusent de plus, les déficits publics.

Les mêmes causes produisant les mêmes effets, il faut s'attendre à voir les plans de licenciements s'accroître pour ajuster la rentabilité du capital, dans une conjoncture que dégradent ces choix.

Le maintien par le gouvernement de cette ligne répond cependant à un autre projet prioritaire: remodeler la société par la remise en cause d'acquis essentiels des périodes sociales les plus fastes, du Front Populaire à la Libération ; de Mai 1968 à Mai 1981... La réforme des retraites en est l'exemple, qui permet au patronat de faire passer l'extension de la durée du travail. La provocation que constitue le projet de suppression d'un jour férié, vis-à-vis du monde du travail, va dans le même sens. Et si le gouvernement paraît manœuvrer en recul sur la Protection sociale, sur l'Éducation, c'est moins pour renoncer à des choix qu'inspirent le MEDEF et Bruxelles, que pour doubler le cap électoral 2004.

Ces attaques visent EDF, GDF et tout un cortège de « privatisables », sachant aussi que le gouvernement n'a pas atteint le produit de recettes (8 milliards d'euros) qu'il entendait tirer en 2003, de ces abandons.

Dénoncé par les cheminots, ce qui se passe au sein de la S.N.C.F. avec une révision budgétaire à la baisse de 100 Millions d'euros et le gel des recrutements, confirme la mise en jeu de l'ensemble du secteur public.

Le rapport Douste-Blazy ; l'annonce d'un Livre vert européen sur les « services d'intérêt général » ; les transformations majeures à France Télécom (statuts de l'entreprise et des salariés, participation en retrait de l'Etat au capital) ; le démantèlement en cours de la Caisse des Dépôts après Eulia ; le signal d'alarme tiré par les postiers... en disent long sur cet enjeu central de rentrée.

Enjeu en rapport avec celui de réduire le nombre des fonctionnaires. Souci d'économies, souci de désengagement directement lié au projet d'une décentralisation viciée laissant aux collectivités locales la charge du service public et du prélèvement de l'impôt ; souci de pression sur l'ensemble des droits sociaux, et sur les statuts, les rémunérations, le droit de grève dont témoignent les attaques répétées contre les libertés syndicales, les poursuites judiciaires des militants syndicaux... Cette dérive se traduira par de nouveaux déséquilibres d'aménagement des territoires ; des inégalités de développement régional ; le recul des solidarités dont les Français ont fait tragiquement l'expérience cet été.

Le mouvement social du printemps contre le projet de loi rétrograde des retraites et pour l'avenir de l'école, en même temps qu'il a montré un vif mécontentement et de fortes aspirations, a aussi montré ses limites. Le gouvernement a su jouer de la division. Profitant du calendrier qu'il a imposé, il a séquencé le moment de la protestation sociale et celui du débat parlementaire débouchant logiquement sur le vote de la loi par la majorité écrasante UDF-UMP à l'Assemblée. Tous les enseignements de cette période doivent être tirés. Car le risque est là d'un scénario du même type à propos de la Sécurité Sociale, la concertation

annoncée par Raffarin menaçant de reproduire le faux-semblant de dialogue social mis en œuvre pour les retraites.

Diviser pour régner en quelque sorte... Quand précisément la question essentielle posée par la construction d'une alternative à l'ultralibéralisme est celle de la cogestion du projet politique par le mouvement social ; celle d'une meilleure articulation, chacun restant soi-même, entre ce mouvement et la lutte politique, ce qui passe par la consolidation des idées de transformations sociales profondes. Ça bouge dans le pays ! Mais demeure la crainte de revoir ce qui a déjà échoué. Une crainte qui trouve un soutien dans le refus d'une partie de la gauche de tirer les leçons du 21 Avril, et dans la mise en œuvre de la bipolarisation de la vie politique à laquelle conduisent les réformes des scrutins européen et régional.

*« D'où l'importance d'affirmer notre autonomie d'action, la dimension anticapitaliste de nos propositions. »*

Face à l'hégémonisme de l'UMP, un grand parti social-démocrate de la réforme, opportunément adossé à une extrême-gauche protestataire et strictement déterminée à le demeurer, quel rêve !

Quel rêve et quelle impasse pour un mouvement social tombant dans les pièges ainsi tendus à son exigence de concret, à sa volonté de construction d'une perspective politique et d'un projet de changement ! D'où l'importance d'affirmer notre autonomie d'action, la dimension anticapitaliste de nos propositions : sécurité emploi-formation, réorientation du crédit et de la Banque centrale européenne ; mise à contribution des profits boursiers, revalorisation des

salaires et des minima, développement des dépenses sociales de l'Etat pour la santé, l'éducation et la recherche, le logement ; élargissement de la citoyenneté dans la cité et dans l'entreprise ; action pour la coopération, pour la paix et la protection de la planète ...

D'où également l'importance de notre engagement à faire vivre une conception nouvelle du rassemblement, porteuse d'une revalorisation de la politique et interrogeant vigoureusement l'abstention.

Les rassemblements de cet été organisés par le Parti communiste, les forums, la Fête de l'Humanité, la participation de ses militants et de ses élus aux luttes de cette rentrée traduisent la volonté de contribuer à définir une alternative sociale ; et le courant des adhésions recueillies témoigne d'une attention positive à ces démarches.

La perspective des échéances de 2004 souligne l'importance de cette présence communiste, nécessairement identifiable jusque dans le déroulement des scrutins. Nul n'ignore le débat en cours marqué par notre résultat lamentable au 1er tour des présidentielles, avec la crainte de « lâcher la proie pour l'ombre », c'est-à-dire des positions acquises dans les assemblées élues, pour une lisibilité plus forte des engagements de notre Parti.

Une chose est sûre, rien n'est immuable pour renforcer notre influence. Sans doute faut-il faire autrement en étant d'abord nous-mêmes, ouverts, rassembleurs.

Cela veut dire plus que jamais, ne pas sacrifier l'avenir au présent. ■



**Alain BOCQUET**

Président du groupe communiste et républicain de l'Assemblée nationale